

L'alliance avec Moscou et les ambitions internationales.

La nouvelle équipe dirigeante vient de s'installer : celle de l'État en mars après celle du Parti en novembre. Sans surprise, les deux se recouvrent pour l'essentiel : l'État appartient au Parti.

Sur le plan intérieur, il faut bien reconnaître qu'à ce jour, on ne voit rien venir. Les premières rumeurs concernant une éventuelle réforme des camps de rééducation par le travail ont disparu, alors qu'il s'agit d'une menace constante fortement dissuasive qui pèse sur tous les militants des droits civiques, pétitionnaires et cybernautes. Pour l'instant, il n'a pas été question de réformes politiques concrètes, en particulier d'organiser durablement la séparation du Parti et de l'État et de procéder à des élections ouvertes. Les sessions de l'Assemblée nationale et de la Conférence consultative ont donné lieu au mois de mars aux habituelles assignations à résidence, détentions de pétitionnaires et attaques par voyous dans la capitale. À Hongkong se dessine, dans la perspective d'un suffrage universel pour la désignation du chef de l'exécutif, la probabilité de candidatures officielles agréées par Beijing.

Que pense le petit peuple du rêve de la «renaissance» nationale annoncée par le nouveau chef d'État ? En tout cas, dans les périphéries, il ne touche personne : à Hongkong, on rêve de démocratie authentique en 2017 avec des élections sans truquage au suffrage universel ; au Xinjiang, au Tibet ou en Mongolie, le problème n'est pas depuis longtemps de s'associer au rêve de Beijing.

Les faits nouveaux concernent plutôt la politique extérieure : le resserrement des liens avec la Russie en premier lieu, à l'occasion du voyage à Moscou de Xi Jinping (22-24 mars). Depuis trois ans, la Chine est le premier partenaire commercial de la Russie (volume d'échange en 2012 : 88 milliards de dollars). Elle y a investi pour 4,4 milliards de dollars, dont 656 millions en 2012. Regardés avec suspicion à l'Ouest, les deux pays trouvent avantageux d'unir leurs efforts sur le

plan international et de se soutenir mutuellement. Qu'ils aient 4.300 kilomètres de frontières communes explique en partie le poids qu'ils attachent à leurs rapports bilatéraux. Mais ils ont d'autres raisons de s'entendre, outre les besoins énergétiques chinois, les besoins de la Russie pour financer le développement de son Extrême-Orient et le fait que les deux pays ont tous deux un litige territorial avec le Japon : au moins entre eux, il n'existe aucune question délicate relative aux droits de l'homme et ils n'ont nul besoin de se rendre des comptes en la matière.

Les deux gouvernements s'entendent pour coopérer dans le domaine de l'énergie (pétrole, gaz, charbon et énergie nucléaire) dans le domaine des hautes technologies, de l'aérospatiale et des infrastructures transfrontalières. Les livraisons de pétrole russe devraient tripler pour atteindre cinquante millions de tonnes par an (malgré l'absence d'un accord immédiat causée par la mésentente sur le prix de cession). Le commerce extérieur bilatéral devrait atteindre cent milliards de dollars en 2015 et deux cents en 2020. La progression est forte mais le chiffre reste modeste puisqu'avec les États-Unis, le montant d'échanges correspondant de 2012 est de 535 milliards.

Xi Jinping affirme aussi souhaiter le renforcement des échanges et de la coopération entre les deux forces armées pour mieux défendre les intérêts communs des deux nations. Les forces navales effectueront des manœuvres communes au mois de juin dans le Golfe de Pierre le Grand, au large de Vladivostok. Les commentateurs soulignent la confiance mutuelle et la concordance des points de vue sur nombre de questions internationales. On affirme, là encore, une volonté de «partenariat stratégique», tout en évitant de parler d'alliance, pour ne fâcher personne.

À vrai dire, la Chine propose partout de devenir un «partenaire stratégique» : à la Russie, aux États-Unis, à l'Europe et même à la France, au point de vider la

>>>

formule de son sens. L'important pour elle, c'est surtout de maintenir des liens techniques et diplomatiques avec les États-Unis, pour en profiter ou pour les affaiblir.

D'une manière assez surprenante, au moment même où le chef d'État chinois s'entretenait avec Putin, les États-Unis annonçaient pour l'été 2014 la participation de la marine chinoise aux manœuvres communes RIMPAC («Rebords du Pacifique») près de Hawaï, aux côtés d'une vingtaine d'autres pays, dont le Japon.

À l'occasion de la rencontre récente à Beijing de Xi Jinping et de Jacob Lew, Secrétaire au Trésor, le Quotidien de Beijing menaçait le 20 mars d'une sorte de chantage : «Si Washington refuse de partager plus de son avantage comparatif, à savoir sa technologie avancée, alors son déficit commercial, qui lui crée tant de soucis, demeurera inchangé.» La Chine demande d'être traitée d'égal à égal et que cessent «les accusations qui ruinent la confiance mutuelle», comme les dénonciations de plus en plus vives de cyber-attaques en provenance du territoire chinois.

La Chine ne cesse de faire des avances à l'Amérique pour demander une sorte de cogestion de la zone Pacifique. Elle aimerait améliorer son image dans les instances internationales mais son régime politique y fait obstacle. Elle souffre de problèmes relationnels comme on a vu avec l'octroi du Nobel à Liu Xiaobo, qui a entraîné des mesures de rétorsion économiques contre la Norvège. Maintenant qu'un prix est décerné à Tsering Woeser, écrivaine et blogueuse tibétaine, la Chine s'indigne : «Apparemment beaucoup de prix en Occident sont devenus des armes idéologiques dirigées contre la Chine... Leur but est d'encourager divers dissidents et ils montrent que l'Occident soutient une confrontation politique avec la Chine». Cette incapacité à accepter l'universalité des droits s'exprime sur son propre territoire, à Hongkong, où ceux qui dénoncent les tentatives de prise en main sont déclarés comme non patriotes et indignes de postuler à des sièges électifs.

En Afrique, la situation est plus simple. La Chine compte sur sa croissance économique pour affirmer sa stature internationale. Le 28 mars à Durban, lors du sommet des BRICS, son président la présentait comme «un gardien inébranlable de la paix et de la stabilité de l'Afrique, un ferme promoteur de sa prospérité et de son développement, un ferme soutien de l'Afrique dans sa recherche de la puissance et de son unité, un inébranlable avocat du continent dans ses efforts pour une participation à égalité dans les affaires internationales.»

Depuis quelques semestres, la Chine exprime son souhait d'étendre son pouvoir diplomatique, d'intervenir dans les affaires du monde et de modifier l'agenda des rencontres internationales. Plutôt que de s'afficher dans un camp, elle trouve avantage à se présenter en médiatrice, sur chacun des conflits mondiaux, appelant partout à d'improbables dialogues – entre les deux Corée comme en Syrie ou naguère en Libye. En même temps, elle accroît ses dépenses militaires. Certes, celles-ci restent très inférieures à celles des États-Unis (un tiers peut-être de ces dernières), mais elles font quand même quatre fois celles de la France et dépassent surtout largement celles des pays de la région comme l'Inde ou le Japon. Selon l'Institut international pour les études stratégiques, les dépenses d'armement chinoises représentent 60% de la totalité des budgets militaires asiatiques (Australie comprise). Les aspirations de Beijing à étendre son influence internationale, en coopération avec la Russie de Putin, ont ainsi en arrière-plan des orientations quelque peu contradictoires. Et pour être entendue à l'Ouest, encore faudrait-il que la Chine parlât d'un seul langage à ses interlocuteurs et ne montrât pas sans cesse qu'elle en exècre les formes de vie politique, le pluripartisme comme les élections libres, l'internet sans censure et la liberté des idées.

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.	4
Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse.	4 - 5
Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.	5 - 6
Condition salariale. Conditions de vie. Conflits du travail.	6 - 7
Condition paysanne . Évictions foncières. Environnement.	7 - 8
Minorités ethniques	8- 9
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
Hongkong - Macao	9 - 10
Conflits maritimes - Taiwan	10 -11
Informations diverses	11 - 12
Sources d'information	12
Bibliographie	12

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 27 mars** **Les services chinois de l'information ont mis au point un «cheval de Troie» destiné aux téléphones des dissidents** et des militants des droits de l'homme qui utilisent le système d'exploitation Android, basé sur Linux. Le virus permet de repérer les contacts et les envois de textes. Il a pour l'instant surtout attaqué les portables des militants des causes ouïghoure et tibétaine. (*Technasia, 27 mars*)
- 25 mars** **Les services de renseignement allemands mettent sur pied un organisme spécialisé dans la lutte contre le piratage et le hacking.** Selon eux, la plupart des attaques sont d'origine chinoise et relèvent d'un Département spécial du ministère de la Défense qui emploierait six mille personnes. Il se produirait chaque jour trois à cinq attaques, dirigées contre des administrations fédérales ou ministérielles. (*Der Spiegel, 25 mars*)
- 22 mars** **Entrée en fonction du nouvel organe de supervision des médias :** l'Administration générale de la presse, des publications, de la radio, des films et de la télévision. Cet organe de niveau ministériel réunit deux bureaux différents dans le dessein officiel de «réduire la bureaucratie et l'intervention administrative». (*Xinhua, 22 mars*)
- 15 mars** **Un journaliste de la chaîne britannique Sky News, Mark Stone, est arrêté et conduit dans un commissariat** alors qu'il tournait avec autorisation un film sur la place Tiananmen. La police lui a reproché de ne pas porter son accréditation de manière visible et de ne pas avoir sur lui de passeport. Elle serait intervenue au moment où le journaliste évoquait le massacre survenu sur cette place en 1989. (*R.S.F., 22 mars*)
- 14 mars** **Lors de l'élection de Xi Jinping à la tête de l'État,** 2.952 délégués ont voté pour mais il y eut une voix contre. Il est impossible de savoir qui a osé s'opposer à la majorité. Le terme «vote contre» a été censuré sur l'internet. (*South China Morning Post, 15 mars*)
- 13 mars** **Liu Binjie, le dernier chef du Bureau de la Presse et des Publications,** organisme inséré désormais dans un ensemble plus vaste, a estimé que son travail avait été d'une «exceptionnelle qualité». Il était en particulier chargé de censurer la presse et l'édition. Il va diriger maintenant l'École de journalisme et de communication de l'Université Qinghua. (*South China Morning Post, 14 mars*)
- 10 mars** **En réponse aux accusations d'intervention sur les sites de l'internet étranger,** la Chine fait valoir le nombre d'attaques dont elle a été victime récemment. Quatre-vingt-cinq sites d'institutions publiques ou de sociétés ont été piratés de septembre 2012 à février 2013, dont des agences gouvernementales, une compagnie d'assurance et un organisme de recherche des virus. Trente-neuf de ces attaques provenaient de protocoles installés aux États-Unis. De novembre 2012 à janvier 2013, la Chine a repéré 5.792 essais de piratage en provenance des États-Unis. (*Xinhua, 10 mars*)
- 6 mars** **L'Association pour la Radiodiffusion internationale condamne le brouillage par la Chine des émissions en anglais de la B.B.C.,** de Radio Australia et de la Voix de l'Amérique, qui s'ajoute au brouillage déjà ancien des émissions en chinois. (*Association for International Broadcasting, 6 mars*)
- 27 févr.** **Fermeture de trente mille blogs ou microblogs** au cours d'une campagne commencée en janvier, notamment pour raison de non-enregistrement. Le ministère de l'Industrie et de la Technologie d'information s'apprête à lancer une campagne contre les sites qui usent de licences contrefaites ou d'accès illégal à l'internet. La campagne a permis aussi de clore deux cent vingt-cinq sites internet au nom de la lutte contre la pornographie. (*Xinhua, 27 février*)

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE. RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

- 30 mars** **L'avocat Mo Shaoping, avocat de Liu Xiaobo**, révèle l'arrestation fin janvier du beau-frère de son client, Liu Hui. Le frère cadet de Liu Xia, épouse du lauréat du Prix Nobel de la paix, est accusé d'escroquerie lors d'un achat de parts de société immobilière. Selon l'avocat de Guangzhou, Tang Jingling, l'accusation est forgée de toutes pièces pour exercer une pression supplémentaire sur l'écrivain emprisonné. (*PenClub indépendant chinois, 30 mars*)
- 22 mars** **Des militaires chinois ont capturé douze soldats nord-coréens armés** qui s'étaient réfugiés dans la province frontalière du Jilin. Ils les ont rapatriés. Deux Sud-coréens originaires du Nord étaient venus les aider à s'enfuir. L'un d'entre eux a été renvoyé en Corée du Sud. Les Nord-coréens auraient tué leurs officiers avant de faire défection. Celle-ci pourrait être causée par le défaut de nourriture, l'aide alimentaire apportée à Pyongyang ayant brusquement cessé après l'essai de fusée d'avril 2012. Moins bien traités que les soldats de la frontière sud-coréenne, ceux de la frontière chinoise devraient se contenter de céréales et de tubercules qu'ils plantent eux-mêmes. La Chine avait déjà renvoyé début mars huit Nord-coréens, parmi lesquels cinq enfants dont plusieurs vivant de mendicité. (*Choson Ilbo, 22 mars*)
- 19 mars** **On apprend l'assignation à résidence depuis plus de quatre mois de Luo Xianying**, une pétitionnaire de Sanming (Fujian). Elle avait été appréhendée à Beijing lors de la session du XVIII^e congrès du parti et rapatriée de force. Les officiels nient cette contrainte, exercée 24 heures sur 24 et qui, après coupure de ligne téléphonique et confiscation de portable, l'empêche d'obtenir de l'aide. Ils assurent que Luo Xianying est autorisée à rencontrer les médecins dont elle a besoin. Sa famille affirme le contraire. La pétitionnaire demande justice quant à la retraite versée à ses parents et pour une affaire foncière. Elle a déjà été blessée lors d'attaques subies pendant ses protestations. (*Weiquanwang, 19 mars*)
- 15 mars** **La poétesse Pan Ting, qui voulait organiser pour le 23 mars un défilé «à la mémoire de la rivière Huangpu»** envahie par les cadavres de porcs (cf. rubrique 5), est privée de son compte Weibo (Twitter chinois) et ne peut plus communiquer. (*Weiquanwang, 15 mars*)
- 14 mars.** **Le militant des droits civiques, prix Sakharov du Parlement européen, Hu Jia a été détenu pendant huit heures et frappé** jusqu'au sang à la tête pour avoir encouragé trois journalistes de Hongkong à rendre visite à Liu Xia, l'épouse enfermée à son domicile du Prix Nobel de la Paix emprisonné Liu Xiaobo.. Hu Jia avait aussi diffusé sur Twitter des critiques à l'encontre de la nouvelle équipe dirigeante. Les trois journalistes qui voulaient rencontrer Liu Xia ont été frappés par des inconnus puis interrogés par la police. L'un d'eux qui voulait formuler une demande officielle de rencontre, a été expulsé sur Hongkong. Hu Jia était assigné à résidence depuis le 26 février. Arrêté le jour même de l'accession de Xi Jinping à la tête de l'État, Hu Jia s'attend à ce que la répression des dissidents s'accroisse progressivement, avec la prise en main du pouvoir par le chef du Parti et de l'État. La police lui a interdit de se rendre dans un hôpital, malgré la nécessité de soigner son hépatite B. (*Kyodo, 15 mars*)
- 7-9 mars** **Pour éviter des manifestations lors des sessions de l'assemblée nationale et de la Conférence consultative**, quelque cent soixante-dix pétitionnaires de Shanghai ont été placés sous surveillance. Vingt pétitionnaires de Suzhou ont subi dix jours de détention administrative ; un d'entre eux, Wang Fengyun, a été condamné à quinze jours de détention «pour incitation à la pétition». Au Liaoning le 8 mars, Zhang Zhengting (70 ans) a été condamné à dix jours de détention pour avoir distribué des tracts sur la place Tiananmen. Le même jour, la même peine a été prononcée contre le pétitionnaire aveugle de Shanghai Cheng Yongcheng. (*Weiquanwang, 8-13 mars ; H.R.C.C., 8 mars*)
- Fin févr.** **Une surveillance multiforme s'est accrue à l'approche des sessions parlementaires sur des personnalités et militants pékinois connus**, tels que Ai Weiwei, Hu Jia, Hu Depu, Xu Zhiyong, Jiang Tianyong. Deux dissidents, Gao Hongming et Zha Jianguo, ont été éloignés de la capitale. En province, parmi nombre de militants moins connus, on peut citer Lü Gengsong à Hangzhou (Zhejiang),

Yao Lifa au Hubei. Les prisons clandestines ont accueilli d'éventuels pétitionnaires, après leur interception par des bandes de voyous à leur arrivée à Beijing. De nombreuses détentions administratives ont été prononcées, sans qu'on puisse en donner le chiffre exact. (*Weiquanwang, 6 mars*)

AVOCATS . APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

- 22 mars** **Publication du rapport 2012 LA CHINE CONTRE LA PEINE DE MORT** du Bureau Xingshan, avec l'aide du groupe Weiquanwang. Voir bibliographie.
- 10 mars** **Selon un rapport du Procureur général, trente responsables aux niveaux « ministériels ou supérieurs » ont été l'objet d'enquête** pour corruption ou pour d'autres délits attachés à la fonction depuis 2008. Au niveau du district, les enquêtes ont visé treize mille fonctionnaires. Sur l'ensemble des jugements ont été prononcés sur 130.000 cas de corruption et autres délits, à l'encontre de 143.000 délinquants. (*Xinhua, 10 mars*)
- 10 mars** **De 2008 à 2012, les tribunaux ont puni 5,24 millions de délinquants**, soit 25,5% de plus que dans la période 2003-2007. Parmi eux, 1,86 million de criminels. Le président de la Cour suprême précise que la peine de mort a été prononcée contre « un très petit nombre de personnes, convaincues de crimes particulièrement graves. » Le nombre des dossiers économiques a augmenté de 42,6% d'un quinquennat à l'autre. Les problèmes rencontrés par la justice seraient notamment l'indépendance et la compétence des juges. (*Xinhua, 10 mars*)
- 9 mars** **La police a libéré en début de mois soixante-trois enfants et quatorze femmes**, victimes d'un trafic interprovincial d'êtres humains. Elle a arrêté 368 suspects relevant de cinq gangs, mobilisant six mille policiers sur vingt régions (*Xinhua, 9 mars*).
- 7 mars** **Arrestation de 1.026 personnes suspectées d'obtenir ou de revendre illégalement des informations personnelles.** Elles sont impliquées dans un total de 651 dossiers relevant de 263 groupes criminels. La police a saisi près d'un milliard d'informations. Les suspects appartenaient à des administrations ou à des entreprises ; leurs fonctions leur permettaient de recueillir de l'information qu'ils revendaient ensuite pour leur profit personnel. Des bases de données avaient été constituées ; elles permettaient divers rackets et vols. (*Xinhua, 13 mars*)
- 3 mars** **Dès avant la session de l'Assemblée nationale, des députés se sont prononcés pour une réforme du régime de rééducation par le travail (laojiao).** Selon eux, le régime porterait atteinte à l'image de la Chine, il violerait plusieurs lois et des conventions internationales signées par le pays ; il contraindrait les gens à vivre dans la peur. Le Yunnan ne pratique plus le lao jiao ; le Guangdong a annoncé qu'il y mettrait fin dans le cours de cette année. La suppression pure et simple semble à certains impossible : quelques députés proposent de réduire le nombre des envois en camp ; d'autres suggèrent de transmettre aux tribunaux le droit de punir. (*Xinhua, 3 mars*)

CONDITION SALARIALE. CONDITIONS DE VIE. CONFLITS DU TRAVAIL.

- 29 mars** **Une explosion survenue au Jilin**, dans la mine Babao du groupe d'État Tonghua, a fait vingt-huit morts. (*Xinhua, 29 mars*)
- 29 mars** **Selon un rapport de la Chambre de commerce sino-américaine de Beijing, 26% des entreprises américaines installées en Chine souffrent de vols** dans leurs bases de données. Ce rapport, le premier publié sur le sujet, repose sur une étude menée en fin d'année 2012. (*R.F.I., 29 mars*)

- 18 mars** **Une grève de jeunes ouvriers de l'usine Nanhai de Honda a permis d'obtenir un relèvement de salaires de 14,4%** (310 yuan = 35 euros) au lieu des 10,2% prévus initialement. Les organisateurs de la grève, critiqués par la direction et par le syndicat officiel, craignent des mesures de rétorsion. (C.L.B., 20 mars)
- 15 mars** **Une explosion survenue dans la mine Junde** de l'agglomération de Hegang (Heilongjiang) a enterré vingt ouvriers. (Xinhua, 15 mars)
- 12 mars** **Une explosion survenue dans la mine de charbon Machang**, près de Guiyang (Guizhou) a fait vingt cinq morts. Les familles toucheront chacune 166.648 \$, somme la plus élevée jamais versée à ce jour. Deux des dirigeants de la mine ont été placés en détention. Le président et le vice-président de la société ont démissionné. (Xinhua, 18 mars)
- 11 mars** **Vingt-cinq mineurs se sont trouvés enfermés dans une galerie inondée** de la mine Zhenxing à Hegang (Heilongjiang). (Xinhua, 11 mars)
- 7 mars.** **L'Assemblée nationale populaire et l'Assemblée consultative comptent quatre-vingt-trois milliardaires en dollars**, dont dix venus de Hongkong. Il s'agit de la plus nombreuse assemblée de riches du monde entier. La Chine est aussi l'un des pays les plus inégalitaires de la planète. (South China Morning Post, 7 mars)
- 5 mars** **Selon le ministère de la Santé, 6.685 personnes ont souffert d'intoxications alimentaires en 2012.** Le nombre des victimes a augmenté de 6,6% en un an. Il y eut 146 décès. (Xinhua, 5 mars)
- 1 mars** **Un millier d'ouvriers d'une usine japonaise d'électronique se sont mis en grève à Chang'an**, près de Dongguan (Guangdong). Ils ont affronté la police venue les disperser. La bagarre a fait dix blessés chez les ouvriers. La police a emmené cinq des manifestants. (Centre d'Information pour les Droits de l'Homme et la démocratie, 2 mars)
- 28 févr.** **L'incendie survenu dans la mine Aijiagou du district Huailai (Hebei) a fait douze morts** et un disparu. (Xinhua, 3 mars)

CONDITION PAYSANNE. ÉVICTIONS FONCIÈRES. ENVIRONNEMENT.

- 28 mars** **Selon une étude de l'Institut de l'environnement de l'Université du peuple portant sur 281 agglomérations, la qualité de l'air est «mauvaise» dans 75,8% des villes** et «très mauvaise» dans 13,52%. La situation n'est bonne que dans 10,67% de l'échantillon. Les plus mauvais résultats s'observent dans le nord-ouest du pays : Ouroumtchi au Xinjiang, Lanzhou au Gansu ainsi qu'à Taiyuan, capitale de la province charbonnière du Shanxi, où les taux de dioxyde de soufre sont particulièrement élevés. 46% de la population urbaine se plaint de la mauvaise qualité de l'air. (R.F.I., 29 mars)
- 25 mars** **Un millier de canards morts a été retiré de la rivière Nanhe**, dans le district Pengshan (Sichuan). (B.B.C., 26 mars)
- 20 mars** **Selon un rapport de l'Administration chinoise des Océans, la pollution des eaux côtières ne cesse de croître.** En 2012, 68.000 km² – soit 24.000 de plus qu'en 2011 - ont été estimés de la pire qualité, celle qui ne convient qu'aux bassins portuaires. 170.000 km² n'ont pas atteint le niveau I, lequel correspond aux eaux de pêche et aux réserves naturelles. Enfin 19.000 km² reçoivent un excès de nutriments qui engendre une croissance anormale d'algues et de végétaux nuisibles. (Xinhua, 20 mars)

13 mars **Les autorités de Jiaxing (Zhejiang) ont reconnu que les treize mille cadavres de porcs retrouvés dans la rivière Huangpu provenaient de leur territoire.** Soixante dix mille animaux seraient morts en début d'année. Pour échapper aux coûts de l'incinération, les éleveurs s'en seraient débarrassés dans le cours d'eau. Plus de six mille d'entre eux seraient descendus jusqu'à Shanghai, ville qui s'alimente en eau principalement par sa rivière.

L'incident a soulevé une vive émotion à Shanghai dont les autorités se sont efforcées de minimiser les dommages éventuels pour la santé publique. Le 14 mars, le Département central de la Propagande a adressé une note à la presse, lui interdisant toute enquête ou commentaire indépendants et lui enjoignant de diffuser les communiqués de Xinhua. (*Xinhua, 14 mars ; Weiquanwang, 15 mars ; Fédération internationale des journalistes, 18 mars*)

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

24 mars **Une mère de quatre enfants, Kalkyi (30 ans), s'est immolée par le feu** près du monastère Jonang dans le district de Rangtang (Sichuan). Le lendemain, un homme de 43 ans a fait de même dans le district Hezuo du Gansu. Il est, depuis 2009, la cent-onzième personne à protester ainsi contre le pouvoir chinois et pour le retour du dalaï lama. (*Kyodo ; Phayul, 25 mars*)

23 mars. **Condamnation à cinq ans de prison du moine Lobsang Jinpa** et à deux ans de deux moines du même monastère, Sonam Sherab et Sonam Yignyen. Tous trois du Qinghai, ils avaient été arrêtés en septembre 2012, peut-être en liaison avec une manifestation du mois de février. Le même jour, le chanteur populaire Lolo a été condamné à cinq ans d'incarcération ; il était détenu depuis avril 2012 après la parution d'un disque contenant des chants à contenu patriotique. En début mars d'autre part, le moine Yarphel de Rebkong s'est vu infliger quinze mois de prison, pour «trouble au trafic» et «troubles à l'ordre public» : il avait transporté les cendres de son neveu, en novembre, de son monastère au domicile de ce dernier. (*T.C.H.R.D., 4-13 mars*)

18 mars **Un tribunal de la préfecture de Haidong (Qinghai) condamne pour «activité séparatiste» Kalsang Dhondup, Jigme Thabkey et Lobsang** à respectivement six ans, cinq ans et quatre ans d'emprisonnement. Dans leurs attendus, les juges disent qu'ils ont profité des immolations par le feu pour diffuser des textes et des photographies. (*T.C.H.R.D., 20 mars*)

13 mars **Une Tibétaine de trente ans s'est immolée par le feu** dans le district Ruo'ergai. Le 16 mars, un moine de vingt-huit ans du monastère Kirti a fait de même dans la préfecture autonome Aba. (*Tibet-info.net, 17-18 mars*)

10 mars. **Renforcement à Lhassa des mesures de sécurité pour l'anniversaire des émeutes de 2008**, avec l'arrivée de policiers, de forces paramilitaires et d'agents de sécurité. Il y a cinq ans, les troubles avaient fait officiellement vingt-deux morts et soixante-seize prisonniers ; les sources tibétaines parlent de deux cents morts et de centaines d'incarcérations. (*Kyodo, 10 mars*)

10 mars **Début d'une campagne de repérage des téléphones portables de Lhassa.** Une équipe de techniciens est supposée se rendre dans les monastères et les temples pour plusieurs jours afin d'y mener un repérage approfondi. (*T.C.H.R.D., 11 mars*)

10 mars **L'ensemble hydraulique de Pondo, dans le district Lhundzhub sur la rivière Lhassa, produira de l'électricité dès le mois d'octobre.** Il permettra d'irriguer plus de quarante trois mille hectares et fournira 599 millions de kwh dans la phrase terminale. (*Xinhua, 10 mars*)

4 mars **L'écrivaine et poétesse tibétaine Tsering Woeser reçoit le Prix international du courage des femmes**, décerné par le Département d'État américain. Elle a dédié son prix aux

femmes qui se sont sacrifiées par le feu pour protester contre l'occupation chinoise. Tsering Woeser se trouve en résidence surveillée à Beijing et ne pouvait donc le 8 mars recevoir le prix en personne. (*Tibet-info.net, 8 mars*)

QUESTION OUIGHOURE

- 26 mars** **Condamnation de vingt Ouighours pour «séparatisme»** à des peines allant de l'emprisonnement à vie (quatre condamnations) à des incarcérations de cinq à quinze ans (seize condamnations). Les accusés «avaient usé de l'internet, de leur téléphone cellulaire et de capacité de stockage électronique pour organiser, diriger une organisation terroriste ou participer à ses activités». Ils auraient surtout, selon uighurbiz.net, écouté des radios étrangères et discuté de religion et de culture sur l'internet. (*Ouighour en ligne, 27 mars*)
- 26 mars** **Condamnation de trois Ouighours de seize et quinze ans** à une peine de six ans et deux peines de cinq ans d'emprisonnement, pour une rixe qui avait entraîné la mort d'un écolier chinois à Gulja (en chinois Yining). Le procès, conduit à huis clos, s'était achevé le 31 janvier. La bagarre s'était produite dans une queue formée pour accéder à un point d'eau potable. (*World Uyghur Congress, 26 mars*)
- 20 mars** **L'administration chinoise enjoint dans une circulaire récente que le drapeau chinois soit hissé sur les mosquées du Xinjiang.** Un de ces drapeaux aurait été brûlé dans le village Colpan Iza (ville de Yenihisar) en début de mois, avec comme conséquence la mise en détention d'une quarantaine de personnes. (*World Bulletin, 20 mars*)
- 10 mars.** **Attaque avec jet d'essence d'un poste de police dans la préfecture de Hotan** par des individus non identifiés. On ignore le nombre des victimes. (*World Uyghur Congress, 10 mars*)
- 7 mars** **Une attaque au couteau à Korla (Xinjiang)** a fait quatre morts et plusieurs blessés. On ne dispose pas de détails sur l'incident. (*World Uyghur Congress, 10 mars*)

QUESTION MONGOLE

- 2 mars** **Les forces de l'ordre chinoises ont empêché les éleveurs du village de Halgait (Bannière Zarrud) de se rendre au chef lieu de la bannière** puis à Beijing pour protester contre la confiscation de 2.700 hectares de leurs pâturages et leur revente à des entreprises minières chinoises. Toutes les informations sur cet incident comme sur celui de la veille à Huhehot (cf. ci-dessous) ont été retirées des blogs et de la presse par les services de la censure. (*S.M.H.R.I.C., 6 mars*)
- 1 mars.** **Des centaines de pasteurs venus de la bannière Durbed se sont rassemblés devant la gare de Huhehot,** capitale de la région autonome, dans l'intention de partir protester dans Beijing. Ils se plaignent de réquisitions de terrain à des fins militaires et de déménagements forcés sans compensation. La police les a empêchés de prendre le train et d'interpeller les députés en session sur leur situation. Elle les a forcés à retourner dans leur bannière. Quatre cent soixante-dix ménages et 1.767 personnes auraient été déplacés récemment pour permettre l'expansion de la base militaire de Zureh, la plus grande base d'entraînement de Chine. (*S.M.H.R.I.C., 6 mars*)

HONGKONG - MACAO

- 11 mars** **Éditorial du Wenwei Po :** «Les patriotes doivent gouverner Hongkong et le suffrage universel doit se conformer à la loi fondamentale». Le 6 mars, peu de jours avant de devenir le président de la Conférence consultative nationale, Yu Zhengsheng, membre du Bureau politique du parti communiste, avait déclaré que les «forces d'opposition ou les forces centrifuges» ne devraient pas être autorisées à

accéder au pouvoir par le suffrage universel. (*South China Morning Post*, 7-11 mars)

Note : Comme il est difficile d'abandonner ouvertement la promesse du suffrage universel, le régime chinois se propose de choisir les candidats pour le choix de l'exécutif en 2017. Le terme «patriotes» désigne bien sûr des candidats qui soutiennent la politique d'intégration à la République populaire et la domination du parti communiste. Il y aurait ainsi suffrage universel mais pour des candidats désignés.

L'opposition rejette cette forme de suffrage, décalquée du système continental. Elle manifeste parfois même en ressortant l'ancien drapeau de la colonie, frappé du dragon et du lion. Ainsi les habitants du territoire refusent d'être qualifiés de non patriotes, au seul fait qu'ils rejetteraient une prise en main par le parti communiste. Un fort pourcentage d'établissements scolaires avait refusé d'organiser une cérémonie au drapeau lors de la fête nationale, le premier octobre.

8 mars **Deux cameramen de Hongkong ont été frappés** par des individus non identifiés à Beijing, alors qu'ils filmaient les efforts du militant Yang Kuang pour rencontrer Liu Xia, l'épouse de Liu Xiaobo. Yang Kuang a été ramené par avion à Hongkong, traitement que le journal pro-Beijing Ta Kong Pao, trouve particulièrement indulgent puisque l'intéressé ne cherchait qu'à «créer des troubles et porter atteinte à l'harmonie.» L'exécutif de Hongkong, lié à Beijing, reste silencieux sur cette agression. (*B.B.C.* ; *South China Morning Post*, 10-11 mars)

LES CONFLITS MARITIMES. TAIWAN.

29 mars **Dans un entretien avec le Financial Times, le ministre des Affaires étrangères indonésien a désapprouvé l'édition par la Chine d'un passeport avec carte** englobant dans son territoire les îles de la mer de Chine méridionale¹. L'Indonésie n'a pas de revendication territoriale mais cherche à jouer un rôle de médiateur dans les conflits en cours, en raison de son poids propre et de l'importance de ses échanges avec la Chine. Selon le ministre, l'édition de cette carte ne peut être que «contreproductive». (*R.F.I.*, 29 mars)

25 mars **Le Vietnam proteste contre les tirs chinois visant ses bateaux de pêche survenus le 20 mars dans l'archipel Hoang Sa (Paracel-Xisha).** Il demande à la Chine d'indemniser les pêcheurs pour les dommages subis et d'enquêter sur les circonstances de l'incident. Commentaire chinois du 27 mars : «Le Vietnam a l'intention de tromper la communauté internationale en jouant le rôle de victime ; il cherche en fait à justifier ses droits illégitimes sur les îles.» (*Voix du Vietnam*, 26 mars ; *Chinadaily*, 27 mars)

Note : Une guerre a opposé dans cette même zone les marines vietnamienne et chinoise en janvier 1974. Elle a tourné à l'avantage de la Chine mais le Vietnam n'a pas abandonné sa revendication territoriale. Il occupait l'archipel au temps de la colonisation française.

24 mars **Selon le ministre des Affaires étrangères nippon Fumio Kishida,** «la poussée militaire de la Chine constitue un danger non seulement pour le Japon mais encore pour toute la région...Le Japon garde la porte ouverte pour un dialogue avec la Chine et nous espérons avoir des entretiens approfondis avec la nouvelle direction.» (*Kyodo*, 24 mars)

23 mars **Les patrouilles de surveillance maritime chinoises se poursuivent** dans les eaux environnant l'archipel des Diaoyutai. Le Yuzheng 206 a exigé d'un bateau japonais qu'il quitte immédiatement «les eaux territoriales chinoises». (*Xinhua*, 23 mars)

21 mars **Les commandements militaires du Japon et des États-Unis mettent au point des plans d'action commune en prévision d'une escalade du conflit sino-nippon** au sujet de l'archipel Senkaku-Diaoyutai. Parmi les scénarii envisagés, celui d'une riposte à un éventuel débarquement chinois sur l'archipel.

À Beijing, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a déclaré qu'aucune pression extérieure

¹ L'archipel corallien des Spratleys-Nansha, proche de l'Indonésie, compte neuf îles occupées par la Chine ; trois, par la Malaisie ; cinq, par les Philippines ; deux, par le sultanat de Brunéi ; une, par Taiwan.

ne pourrait empêcher la Chine de défendre sa souveraineté territoriale (Kyodo, Xinhua, 21 mars)

19 mars Trois navires de guerre ont quitté Sanya (Hainan) pour des manœuvres dans les eaux contestées de la mer de Chine méridionale. Les exercices portaient sur des simulacres d'attaques aériennes et par sous-marins. Le 10 mars, trois bâtiments de surveillance étaient partis patrouiller pendant neuf jours avec des hélicoptères au nord de l'archipel des Xisha.

Il s'agissait de la première manœuvre combinée depuis la création en juillet 2012 de la ville de Sansha, qui administre désormais les Xisha, Zhongsha et Nansha. Deux bâtiments vietnamiens qui pêchaient aux abords des Xisha ont été contraints le 13 mars de quitter les eaux que la Chine revendique. (Xinhua, 13-20 mars)

19 mars Le directeur du Bureau de la Sécurité nationale de Taiwan a déclaré devant l'assemblée législative la perte des informations de ses services. La nature de ces dernières implique que l'initiative est d'origine continentale, ce qui pose la délicate question de la riposte à choisir et de l'attitude à adopter devant la croissance des investissements chinois dans l'île. (Taipeh Liberty Times, 21 mars).

18 mars Trois bateaux de surveillance maritime chinois sont restés trois heures dans les eaux de l'archipel Diaoyutai-Senkaku. C'est la trente-quatrième incursion de navires chinois dans la zone litigieuse depuis le mois de septembre. Le 16 mars, cinq bâtiments s'étaient approchés de l'archipel, sans toutefois entrer dans les eaux territoriales. Le 12 mars, trois bateaux de surveillance avaient pénétré cette zone maritime ; le 6 mars, cinq bâtiments avaient fait de même, dont deux bateaux de pêche qui y étaient restés deux heures. (Kyodo, 18-16-12 mars)

18 mars Le ministère chinois de la Défense a formellement nié qu'un radar d'usage militaire ait été pointé sur des bâtiments japonais le 30 janvier, aux alentours des Senkaku-Diaoyutqi. La veille, l'agence nippone Kyodo avait rapporté les paroles d'un responsable chinois qui avait reconnu l'usage d'un tel équipement et l'avait qualifié d'accidentel. (Xinhua, 18 mars)

10 mars Réorganisation annoncée de l'administration maritime et unification au sein de l'Administration nationale océanique. Celle-ci sera chargée de la protection des côtes, du respect des zones de pêches, de la lutte contre la contrebande, comme aussi de «la sauvegarde des droits et des intérêts maritimes.» La Chine a 18.000 kilomètres de côtes continentales et la surface couverte représente trois millions de km². (Xinhua, 10 mars)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

27 mars La Chine annonce la découverte en 2012 de réserves importantes de pétrole brut (1,52 milliards de tonnes) et de gaz naturel (961 milliards de m³). La production de pétrole fut de 205 millions de tonnes ; celle de gaz, de 106 milliards de m³. (Xinhua, 27 mars)

25 mars La Russie va livrer à la Chine vingt-quatre avions de combat Su-35 aux termes d'un accord signé lors de la visite de Xi Jinping (22-24 mars). Elle contribuera aussi à la construction de quatre sous-marins diesel de type Lada. C'est le plus gros accord de fournitures d'armes conclu entre les deux pays depuis dix ans. (AVN military agency, 25 mars)

24 mars En 2012, les investissements extérieurs directs en Chine se sont élevés à 111,72 milliards de dollars. Le volume global du commerce extérieur était de 3.870 milliards de dollars. (Xinhua, 24 mars)

14 mars Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères réaffirme que la clé de relations normales avec le Vatican est la rupture des relations diplomatiques avec Taiwan et l'absence d'ingérence du Vatican dans les affaires intérieures de la Chine.

- 11 mars Selon un responsable de la Commission pour la réforme du secteur public, le gouvernement maintiendra sa politique de l'enfant unique. (*Xinhua, 11 mars*)
- 5 mars Le budget de la Défense pour 2013 est de 720,2 milliards de yuan (114 milliards de dollars), en progression de 10,7%. (*Xinhua, 5 mars*)
Note : comme à l'accoutumée, le chiffre indiqué ne comprend ni les dépenses de recherche-développement, ni le coût des armes importées.
- 2 mars Selon Xinhua, la Conférence consultative du peuple chinois se compose pour 60% de non-membres du parti communiste. Elle n'exerce aucun pouvoir réel et, bien entendu, aucun de ses membres ne conteste la légitimité du régime.
- 2 mars Le porte-avions Liaoning abritera des avions de combat J-15. Ils ont la possibilité d'évoluer dans un rayon de mille kilomètres ; ils seraient proches du F-18 américain pour ce qui est du rayon d'action, de la charge en bombes et de la mobilité. Les tests d'atterrissage sur le porte-avions passés en novembre ont été satisfaisants. (*Xinhua, 2 mars*)
- 2 mars La Chine entend produire avant 2016 un système de fusée à combustible solide (Longue Marche – 11) de maniement facile, de faible coût et de stockage aisé. Il se compose d'une fusée et d'un lanceur. Le pays ne construit pour l'instant que des fusées à combustible liquide. (*Xinhua, 2 mars*)

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, The Stan-dard, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, Utopia, Weiwan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po.

BIBLIOGRAPHIE

- **LES ENNEMIS D'INTERNET. RAPPORT SPECIAL SURVEILLANCE** mars 2013.
Reporters sans frontières, rapport 2013 documenté sur cinq pays (dont la Chine) et sur cinq sociétés impliquées dans les opérations de censure.
Accessible sur le site : surveillance.rsf.org/
- **CHINA AGAINST DEATH PENALTY : RAPPORT 2012 . BUREAU D'ETUDES XINGSHAN et WENQUANWANG**, 22-23 mars 2013. En chinois, nous le signalons en raison de la richesse des informations qu'il renferme et du nombre de cas examinés.
Accessible sur le site : http://wqw2010.blogspot.hk/2013/03/blog-post_5074.html?spref=tw
et http://wqw2010.blogspot.hk/2013/03/blog-post_5486.html
- **IN THE NAME OF «STABILITY» : 2012 ANNUAL REPORT ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS IN CHINA**, mars 2013. 19 pp.
Accessible sur le site : chrndnet.com/2013/03/in-the-name-of-stability-2012-annual-report-on-the-situation-of-human-rights-defenders-in-china/ en format PDF
- **TABLEAU DES PRIVATIONS DE LIBERTE, DE TORTURE ET DE MAUVAIS TRAITEMENTS SUBIS PAR LES MILITANTS DES DROITS CIVIQUES (JANVIER 2012-**

MARS 2013). CHINESE HUMAN RIGHTS DEFENDERS, mars 2013. 68 pp.

Un rapport remarquable sur six cents cas d'abus de pouvoir manifestes ayant duré plus de cinq jours.

Accessible sur le site : <http://chrnet.com/>

- **CHALLENGED IN CHINA : THE SHIFTING DYNAMICS OF CENSORSHIP AND CONTROL. COMMITTEE TO PROTECT JOURNALISTS**, mars 2013. 27 pp. Pdf.
Accessible sur le site : <http://www.cpj.org/reports/2013/03/challenged-china-media-censorship.php>
- **LANCEMENT, PAR LA FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES D'UN SITE INTERACTIF SUR LES VIOLATIONS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE EN CHINE.**
Le site recense et présente toutes les violations survenues depuis 2008. Il sera mis à jour régulièrement.
Accessible à partir de l'adresse
<http://asiapacific.ifj.org/en/articles/ifj-launches-an-interactive-website-on-press-freedom-violations-in-china>
- **CHINE LE NOUVEAU CAPITALISME D'ETAT.** MARIE-CLAIRE BERGERE, Fayard 2013. 310 pp. 20 €
Outre une présentation globale bien à jour de l'économie chinoise et de son évolution récente, le livre étudie avec précision la nature du capitalisme d'État et l'imbrication souvent mal analysée du public et du privé dans les secteurs productifs essentiels.

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de
votre mail : «Groupe Chine».